

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope recrute un ou une « juriste & chargé.e d'études » :

- **Contrat à durée indéterminée**
- Poste basé au siège du CNDH Romeurope – 59 rue de l'Ourcq – 75019 Paris.
- Réponse à l'offre avant le **21 novembre**. Entretiens à prévoir à partir le 26 ou 27 novembre.
- Emploi à pourvoir en **décembre 2019 ou janvier 2020**.

LE COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

Le CNDH Romeurope est un collectif regroupant 46 associations et collectifs locaux en France qui œuvrent pour l'accès aux droits fondamentaux des personnes, en situation de grande précarité, venant essentiellement d'Europe de l'Est, contraintes de vivre dans des bidonvilles ou des squats. Le CNDH Romeurope s'attache à lutter contre les discriminations et violations des droits de l'Homme dont elles sont victimes ainsi que contre le racisme anti-Roms.

Au cœur de l'action du CNDH Romeurope sont les collectifs et associations membres qui se mobilisent au quotidien avec les personnes qui vivent dans ces situations de grande précarité. La coordination a pour objectif d'appuyer leurs actions et de porter des positionnements communs auprès des instances de décision aux échelles nationales et européennes. Pour ce faire, le travail de la coordination en lien avec le conseil d'administration et les membres s'articule autour de trois axes :

- L'animation du réseau
- Le travail d'observatoire, de collecte de données sur les violations des droits fondamentaux des personnes vivant en bidonvilles et squats mais également sur les projets porteurs et les bonnes pratiques
- Le plaidoyer auprès d'acteurs divers pour le respect des droits fondamentaux et l'accès au droit commun pour toutes et tous

L'équipe est composée d'une déléguée générale, d'une chargée de mission « animation de réseau », d'un.e juriste & chargée d'études et d'une chargée de campagne.



MISSIONS

Sous la responsabilité de la déléguée générale, le ou la « juriste et chargé.e d'études » est en charge des missions suivantes :

APPUI AUX MEMBRES DU COLLECTIF :

- Construction, organisation et dispense de formations juridiques, à Paris et en région
- Aide à l'élaboration de journées d'échanges thématiques
- En lien avec la chargée d'animation de réseau, identification des problématiques juridiques et blocages dans l'accès aux droits
- Rédaction et diffusion d'outils et de fiches pratiques pour l'action des membres en matière d'accompagnement vers l'accès aux droits
- Aide à la saisine du Défenseur des Droits sur des cas de discrimination
- Appui ponctuel aux membres et partenaires externes en cas de sollicitations sur des questions d'ordre juridiques

TRAVAIL D'OBSERVATOIRE :

- Coordination du recensement interassociatif des expulsions et évacuations « d'occupants sans droit ni titre » en squat et bidonville : collecte et centralisation des données, lien avec les partenaires et préparation de la communication des résultats : www.observatoiredesexpulsions.org
- Suivi des thématiques identifiées comme prioritaires par le Conseil d'administration (actualités, évolutions législatives, réglementaires, jurisprudentielles, politiques, bonnes pratiques, obstacles à l'accès aux droits). Les thématiques peuvent varier d'une année sur l'autre et relèvent des champs suivants : habitat (expulsions, hébergement, logement, conditions de vie...), enfance, séjour et éloignement, droits sociaux, domiciliation, droits civiques, emploi et formation, santé et soins, lutte contre le racisme, les discriminations, les préjugés...
- Rédaction et coordination de rapports ou études

PLAIDOYER :

- Rédaction de notes et courriers de plaidoyer sur les thématiques suivies
- Participation à des groupes de travail thématiques avec des partenaires associatifs, représentants de l'Etat, de collectivités...

ACTIVITES DE COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE :

- Mise en ligne d'articles sur le site internet et envoi de mails aux membres



PROFIL RECHERCHE

- Formation Bac +5 ou équivalent
- Connaissance du fonctionnement des institutions publiques françaises et du milieu associatif
- Connaissance de la thématique du mal logement et/ou des personnes migrantes originaires de l'Union européenne et/ou de pays tiers ainsi que de leurs droits en France appréciée
- Très bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse
- Capacités d'analyse et de recherche
- La maîtrise de la statistique est un plus
- Personne dynamique, force de proposition et polyvalente
- Forte capacité organisationnelle, capacité d'autonomie et de prise d'initiative
- Goût pour le travail d'équipe
- Maîtrise des outils informatiques essentielle.

CONDITIONS PARTICULIERES

- Rémunération selon expérience
- Frais de transport pris en charge à 50% sur justificatif
- Tickets restaurant de 8€ par jour travaillé
- Mutuelle prise en charge à 50%
- Poste basé au siège du CNDH Romeurope (59 rue de l'Ourcq, 75019 Paris)
- Des déplacements en France sont à prévoir
- Disponibilité régulière le soir ou le weekend pour participer à des réunions, formations etc.

POUR POSTULER

Adresser une lettre de motivation et un CV par email à recrutement@romeurope.org avec dans l'objet « Recrutement juriste & chargé-e d'études ». Une lettre de recommandation sera appréciée.

